



Avec Magali Taillandier et Gabriel Renault
(Laboratoire Pacte – Grenoble)

REBONDS

TOUR D'HORIZON DES TESTS





De nouvelles modalités de repérage
et mobilisation des TPE-PME
s'appuyant sur des acteurs relais

Grenoble Alpes Métropole

Idée de test

Contexte et partis pris

Les équipes du développement économique **peinent à toucher et mobiliser les TPE-PME dans des démarches de transition** faute de connaissance et d'accès à ces entreprises d'une part, de disponibilités de leurs dirigeants d'autre part. Dans quelle mesure les « **acteurs relais** » **proches des TPE-PME** (experts comptables, banquiers, assureurs, ...) seraient-ils bien placés pour les repérer, les conseiller et les mobiliser sur des sujets de transition ?

Nos questions de recherche

- . Quels sont les acteurs-relais les mieux à même de repérer et mobiliser les TPE-PME dans les démarches de transition ?
- . Ces acteurs-relais pourraient-ils intégrer dans leurs prestations un service de conseil/relais sur les sujets de transition, et comment? Quelle articulation avec les équipes de dev éco de la Métropole?
- . Cette mobilisation par des acteurs-relais favorise-t-elle le passage à l'acte des TPE-PME (rénovation énergétique, décarbonation des mobilités, etc.) ?

Le test

En simulant avec 2-3 cabinets comptables (ou autres acteurs-relais volontaires) l'intégration de services de conseil/relais sur les sujets de transition dans leurs prestations auprès de quelques entreprises intéressées.



Une gouvernance élargie et
diversifiée d'une instance
de suivi de la stratégie
économique territoriale

Bordeaux Métropole

Idée de test

Contexte et parti pris

Un comité de suivi partenarial (CSP) est créé en 2022 pour animer, réajuster et faire vivre la stratégie économique métropolitaine en impliquant les acteurs économiques du territoire, mais une **difficulté à mobiliser les petites entreprises** notamment **et à transformer la vision** du développement économique autour des enjeux des transitions. Comment penser **l'instance partenariale comme un outil de diffusion de nouvelles approches** de l'économie territoriale ?

Nos questions de recherche

- . **L'élargissement/diversification de la composition du comité permettent-ils d'aborder de nouveaux sujets**, en lien avec les enjeux de transition ? A quelles conditions et avec quels acteurs ?
- . **Quelles modalités de participation et d'animation**, quel format de réunion du comité pourraient favoriser la mobilisation des acteurs et une meilleure prise en compte des enjeux de transition ?

Quels effets on cherche ?

Produire de l'interconnaissance entre acteurs qui ne se rencontrent pas et des synergies pour répondre aux enjeux de transition, renforcer leur impact sur le territoire ;
Donner une représentation aux acteurs "invisibles" ; **Diffuser de nouvelles approches de l'économie** métropolitaine auprès des entreprises ; **Nourrir la culture dév éco / transition de l'élu** et favoriser la transversalité en interne

Comment ?

En invitant de nouveaux acteurs à participer au Comité et en imaginant et/ou testant de nouvelles modalités de participation et d'animation

Une fondation territoriale
pour mobiliser les grandes
entreprises au service du
développement de l'ESS sur
le territoire

Bassin de Pompey

L'idée de test

Contexte et partis pris

Le Bassin de pompey cherche à **développer et structurer le secteur des entreprises de l'ESS sur le territoire du Bassin de Pompey** (i.e avec des entreprises de tailles diverses et avec une visée d'effets positifs pour le territoire). On fait l'hypothèse de mobiliser les grandes entreprises pour contribuer au développement/renforcement/structuration du secteur de l'ESS sur le territoire

Nos questions de recherche

- . Quels **leviers de mobilisation des grandes entreprises** au service du secteur ESS local ?
- . En quoi cette mobilisation pourrait-elle **compléter l'action existante des acteurs publics au service de l'ESS** / permettre à la collectivité d'agir autrement ?

Quels effets recherchés ?

De nouvelles synergies acteurs privés /acteurs publics au service du développement du secteur ESS sur le Bassin de Pompey.

Comment ?

Tester / adapter les modalités d'une Fondation territoriale aux besoins et contextes du territoire du Bassin de Pompey. Pour cela, tester des briques d'une telle idée (mode de mobilisation, mode de soutien, de gouvernance et de coopération entre acteurs privés et publics..

Une fonction rse/ transition
mutualisée entre tpe / pme

Métropole Européenne de
Lille

L'idée de test

Contexte et parti pris ?

La MEL a mis en place un **outil de sensibilisation à la RSE pour les TPE-PME** qui n'ont pas le temps/la conviction. L'outil, lancé en avril 2023, propose un **format phygital**: plateforme numérique + ateliers animés par des conseils-consultants. Il a permis de mobiliser 70 TPE-PME en 2023 sur les questions de RSE semble donner satisfaction sans pour autant qu'une évaluation formelle en ait été faite. Il s'agira donc de mener un travail d'**évaluation de l'outil sur l'année 2023 afin d'en tirer le potentiel de massification** de la RSE aux 70 000 entreprises sur le territoire de la MEL.

Nos questions de recherche

- . Quels enseignements de l'usage de l'outil phygital sur l'année 2023 (potentiels, limites, ...)?
- . Comment massifier 70 000 entreprises/personnes à tout le territoire : conditions de reproductibilité, passage à l'échelle, implications budgétaires, risques, bénéfices collatéraux, etc.

Quels effets on cherche ?

Mobilisation des TPE-PME sur les questions de RSE ; **Généralisation** à toutes les entreprises du territoire ; Passage de la sensibilisation à la RSE à la mise en place d'**actions concrètes** ; Repérer les **effets d'entraînement** ; Définir les **meilleurs leviers pour chaque niveau de massification**.

Comment ?

Faire un **retex interne / évaluation sur les 70 premières entreprises utilisatrices pour définir les conditions de passage à l'échelle**



Une nouvelle démarche pour mieux guider
l'implantation des entreprises

Métropole de Montpellier

Hypothèse de départ

Contexte et parti pris

Les activités économiques génèrent des nuisances écologiques que l'on peine à mesurer, ce qui limite les possibilités de mieux penser leur implantation dans un tissu urbain toujours plus dense et contraint. **Les emplois créés par les nouvelles entreprises ne correspondent pas toujours au profil de la main d'oeuvre locale**, et génèrent l'arrivée de populations qui augmentent les charges de centralité en matière de logement, crèche, école, transports.. Même si une grille d'évaluation écologique et sociale existe, son usage reste interne et n'associe pas les porteurs de projets; le processus d'implantation actuel ne permet pas une mesure fiable ni l'accompagnement des entreprises dans la prise en compte de leur impact écologique et sociale sur la durée.

Notre hypothèse sous-jacente : **la mise en application d'indicateurs est indispensable mais pas suffisante; les solutions passeront par des changements de comportements, et par un processus d'apprentissage plus collectif**, associant directement les entreprises et partant davantage de leurs réalités, de celles de l'administration et des élus.

Nos questions de recherche

De nouveaux critères d'évaluation pourraient-ils nous permettre de mieux mesurer l'impact social et ainsi favoriser l'emploi local ?

Des outils d'évaluation partagés avec les porteurs de projets pourraient-ils permettre un meilleur accompagnement dans l'implantation des entreprises, en lien avec les impacts recherchés/souhaitables pour le territoire ?

Au delà des seuls critères, comment encourager le passage à l'acte au sein des entreprises ?

Quels effets on cherche ?

- Mieux comprendre les mécanismes et les raisons qui empêchent ou limitent le respect des critères écologiques et sociaux
- Réduire l'écart entre l'affichage de critères écologiques et sociaux, et ce qui se passe réellement sur le terrain
- Mobiliser les entreprises, l'administration, les élus, les populations autour d'une même vision des choses à accomplir pour améliorer l'impact écologique et sociale de leurs activités
- Produire du passage à l'acte (à définir collectivement)

Comment ?

- En associant un petit groupe d'entrepreneurs, d'élus, d'agents, voire d'habitants à une enquête participative sur deux ou trois exemples d'implantations récentes, et la façon dont ont été traitées les questions écologiques, sociales, territoriales à chaque fois
- Produire des scénarii de solutions encourageant le passage à l'acte, et tester l'un ou plusieurs d'entre eux

La charte de gestion “en commun”
d’une ZAE

La Puisaye Forterre

Hypothèse de départ

Contexte et parti pris

La CCPF vient d'acquérir, sur une ZAE 30% du foncier nu, et 70% du foncier aménagé est gardé par le propriétaire et **se questionne sur la gouvernance pour aménager et gérer ce lieux.**

Occupation : Petite industrie, artisanat. **Comment définir avec les occupants ce que serait 'des communs'**, du point de vue de l'aménagement, mais aussi des usages. On souhaite ensuite s'appuyer sur cette expérience pour définir des critères d'accueil de nouvelles entreprises dans la zone.

Nos questions de recherche

- . Quels mode de mobilisation des entreprises pour définir et animer des principes de gestion communes ?
- . Qu'est ce que seraient des communs d'une ZAE ? Comment passer d'une telle démarche à des critères de sélection des entreprises ?

Pour une gestion plus collective
des ZAE

Grenoble Alpes Métropole

Hypothèse de départ

Contexte et parti pris

Comment **essayer les pratiques de gestion collective et de mutualisation existantes** (cf Innovallée sur le territoire) dans d'autres ZAE disposant de moins de moyens d'animation, pour répondre aux enjeux de **sobriété dans l'usage des ressources foncières, matérielles et servicielles** ? On souhaiterait ici capitaliser et évaluer les expériences existantes de gestion collective (notamment innovallée à Grenoble) pour favoriser leur essaimage et tester ou maquetter de nouvelles pratiques pour construire un démonstrateur partagé entre plusieurs collectivités

Nos questions de recherche

- . Quelles sont les conditions nécessaires à une gestion plus collective des ZAE ?
- . Quelles sont les pratiques les plus prometteuses / réussies / transposables ?
- . Quels sont les bénéfices de pratiques de gestion plus collective, pour chaque acteur, pour le territoire, pour la transition ?

Comment ?

Une expérimentation distribuée permettrait de co-définir une charte ou une liste de pratiques prometteuses pour une gestion plus collective des ZAE (service d'entretien mutualisé entre PME-TPE, recrutement partagé, plan d'aménagement alternatif, bâtiment réversible ...)



Une instance de négociation
des usages du foncier

Métropole Européenne de
Lille

Hypothèse de départ

Contexte et parti pris

Un précédent concernant un foncier sur la commune d'Haubourdin (sur lequel le service Énergie de la MEL projette de construire une chaufferie) a fait **prendre conscience du manque de coordination entre services de la MEL sur l'usage coordonné des (derniers) fonciers disponibles**. Instituer une **modalité de dialogue/coordination entre services** pour une optimisation de l'usage des derniers fonciers disponibles

Nos questions de recherche

- . Une modalité opératoire entre services de la MEL pourrait-elle assurer la coordination/négociation sur l'usage/développement des fonciers disponibles ?
- . Une vision transversale du développement territorial intégré permettrait-elle de mieux coordonner les usages/développements proposés par les différents services de la MEL ?

Quels effets on cherche ?

Une meilleure coordination entre services de la MEL dans le développement des fonciers disponibles et l'optimisation de l'usage des (derniers) fonciers à développer du territoire ; le développement intégré entre DevEco, Habitat, Énergie, etc. ; une vigilance mutuelle des services sur les synergies possibles avec les autres services

Comment ?

Simuler les modalités de fonctionnement de ce processus d'interaction/négociation entre différentes directions de la MEL appliquée au cas concret d'une friche sur la commune d'Haubourdin dont l'usage pourrait être mutualisé.



un outil de projection
collective pour stimuler la
coopération économique entre
les élu.e.s des interco du
PETR

PETR de Figeac Vallée de la
Dordogne

Hypothèse de départ

Contexte et parti pris

Une vision dispersée du développement économique entre les élu.es du PETR, le manque de coopération autour de la gestion de certaines ressources Eau/ Bois.

Opportunité du projet de recherche ReSyst sur le métabolisme territorial / flux de matière.

L'hypothèse sous jacente : des données montrant les interdépendances entre territoires peuvent stimuler la coopération entre territoires.

Nos questions de recherche

- Les données montrant les inter-dépendances territoriales peuvent-elles aider les élu.e.s à mieux dialoguer/coopérer ? Quelles sont les formes les mieux appropriées à cet usage (servir la coopération) et pour ce type d'utilisateurs (élu.e.s) ?
- De quelle manière cela viendrait il compléter la connaissance existante des élu.e.s ? Quels sont leurs besoins en matière de données et de représentations, de support de dialogue ? Comment forment-ils/elles leurs choix / leur analyse ?

Quels effets on cherche ?

Une vision collective du dev éco entre les élus des interco pour dessiner des pistes de coopération.

Comment ?

Travailler à partir de l'outil de mesure ReSyst : En quoi ces données peuvent-elles se transformer en un outil de projection / de mise en débat / de négociation / de pilotage au service d'une vision mieux partagée, entre les élu.e.s des interco du PETR, du développement économique ? Quelle forme leur donner ?

Une théorie de changement pour le
futur développement économique
métropolitain

Métropole de Rennes

Une montée en maturité des
compétences en développement
économique “nouvelle génération”

Intercommunalités de France /
France Urbaine / CNAM



Ré-outiller le futur de l'élu.e au
développement économique

France Urbaine